

La réaction des Français à la perte du triple A

Etude *Harris Interactive* pour *LCP*

Enquête réalisée par Internet les 16 et 17 janvier 2012. Echantillon de 1018 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

* * * * *

A la demande de LCP, Harris Interactive a réalisé une **enquête auprès d'un échantillon représentatif de Français** afin de mettre à jour leurs réactions suite à l'annonce de la perte par la France du Triple A auprès de l'agence Standard and Poor's : Quelle part de responsabilité imputent-ils au Président de la République et au gouvernement ? Comment perçoivent-ils la gravité de cette dégradation de la note française et son potentiel impact sur leur vie quotidienne ? A quel candidat font-ils le plus confiance pour rétablir la situation financière et économique du pays ?

Que retenir de cette enquête ?

- **Une courte majorité de Français (52%) considère que la perte du triple A de la France, annoncée vendredi 13 janvier, « n'est pas seulement due à la crise mais également à la politique menée par le Président de la République, Nicolas Sarkozy, et le gouvernement de François Fillon ces dernières années ».**
- **Les Français se montrent assez partagés sur la gravité de cette annonce et sur ses éventuelles conséquences dans leur vie quotidienne :** en effet, 56% jugent qu'il s'agit là d'un événement grave et 49% qu'il pourrait avoir un impact important sur leur quotidien quand 39% n'y voient pas un événement grave et 46% réfutent l'hypothèse de répercussions importantes pour eux. On constate que cette lecture des événements dépend davantage de la sympathie partisane déclarée des interviewés que de

leur appartenance sociale (les sympathisants de la majorité présidentielle jugeant l'événement moins grave et porteur de conséquences que les sympathisants de Gauche).

- **En dépit de la part de responsabilité qui lui est imputée par une majorité de la population dans la perte du Triple A, Nicolas Sarkozy apparaît pourtant aujourd'hui comme le candidat le plus à même de surmonter la crise financière et économique s'il était réélu** (21%), particulièrement au sein de sa famille politique (il est en effet désigné par 76% des sympathisants de Droite). Il devance ainsi François Hollande (15%) qui peine à convaincre sur cet aspect au sein même de son propre camp (45% auprès des sympathisants de Gauche, 58% auprès des sympathisants socialistes). Notons toutefois qu'aucun candidat ne se dégage véritablement et que 28% des Français déclarent qu'aucun de ces candidats ne leur paraît en mesure de permettre à la France de surmonter cette crise.

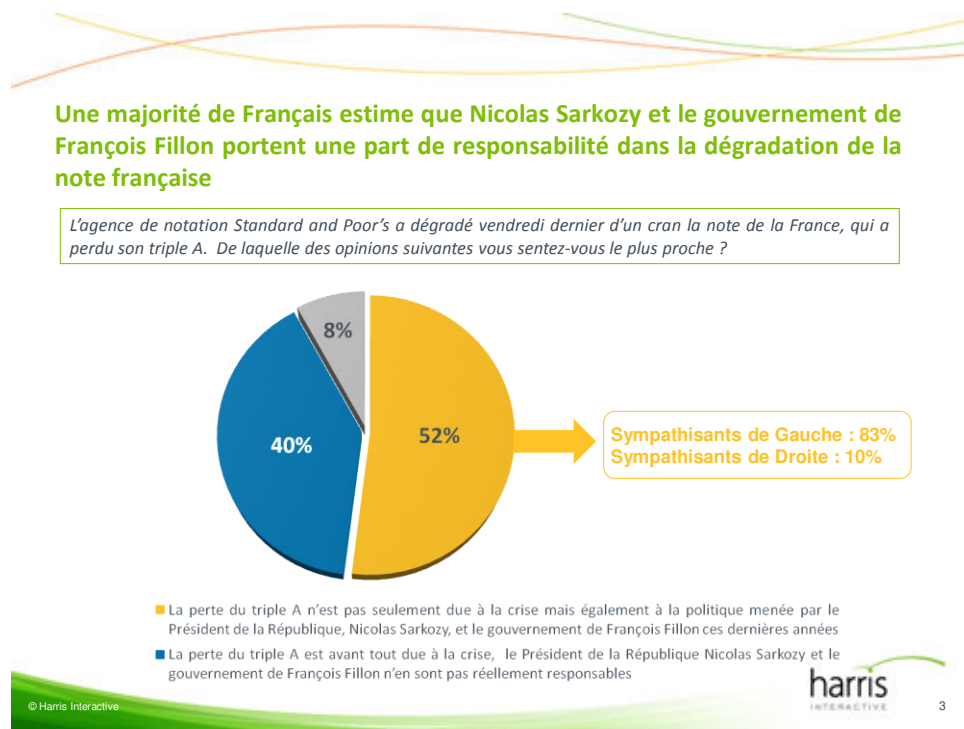
Dans le détail :

52% des Français imputent une part de responsabilité à Nicolas Sarkozy et au gouvernement de François Fillon dans la perte du Triple A

Invités à juger la part de responsabilité portée par le Président de la République, Nicolas Sarkozy, et le gouvernement de François Fillon dans la dégradation de la note française par l'agence Standard and Poor's annoncé vendredi dernier, les Français se montrent majoritairement critiques à l'encontre de la politique menée au cours des dernières années. En effet, **si 40% mettent en avant le contexte économique difficile, considérant que la baisse d'un cran de la note française est avant tout due à la crise, et que le Président de la République et le gouvernement n'en sont pas réellement responsables, 52% estiment en revanche qu'ils portent une part de responsabilité dans cet événement.**

Dans le détail, **on constate assez logiquement que les sympathisants de Gauche sont plus nombreux que la moyenne à imputer la responsabilité de la perte du triple A au Président de la République et au gouvernement** (83%, tout comme 65% des sympathisants du MoDem, contre seulement 10% des sympathisants de Droite) **tandis que les sympathisants de Droite ont davantage tendance à dédouaner l'exécutif dans ce contexte de crise** (88% contre 14% des sympathisants de Gauche). Notons par ailleurs que les sympathisants du Front National se montrent relativement proches des résultats de l'ensemble de population, 53% jugeant que la

politique menée est en partie responsable de cette dégradation contre 45% qui jugent que l'exécutif n'est pas vraiment responsable.



Une lecture partagée de la dégradation de la note française, dépendant davantage de la sympathie partisane des répondants que de leur catégorie sociale

56% des Français jugent que la perte du Triple A constitue un événement grave (dont 8% très grave), quand 39% jugent au contraire qu'il ne s'agit pas là d'un événement grave (dont 7% pas grave du tout). Les femmes (59%), les personnes âgées de 50-64 ans (61%), les moins diplômés (62%) et surtout les sympathisants de Gauche (73%) sont plus susceptibles de déclarer grave cette perte du triple A, à l'inverse des sympathisants de Droite (46%) et du Front National (48%). De même, on constate que les personnes qui imputent une part de responsabilité à l'exécutif ont davantage tendance à juger ce fait grave (71%) que les personnes qui y voient le résultat non pas de la politique menée mais du contexte économique dégradé (44%). En revanche, on n'observe guère de différence selon la catégorie socio-professionnelle des interviewés.

Ainsi, **la lecture qui est faite de cette dégradation de la note française semble dépendre davantage de la sympathie partisane des interviewés que de leur appartenance sociale**, signe que le discours porté par la majorité visant à atténuer la lecture dramatique de cette dégradation a trouvé un écho auprès des sympathisants de Droite alors que les sympathisants de Gauche ne minimisent guère dans leurs réponses la responsabilité du gouvernement et la gravité de cette annonce.

En cohérence, **sympathisants de Gauche et sympathisants de Droite ne prêtent pas non plus la même portée à cette annonce dans leur vie quotidienne**. Si parmi l'ensemble de la population française, **49% pensent que cela pourrait avoir un impact important sur leur quotidien** (dont 9% très important) quand 46% n'anticipent pas de répercussions importantes pour eux (dont 10% pas du tout importantes), la répartition est légèrement différente en fonction de la proximité politique des répondants : ainsi, **64% des sympathisants de Gauche déclarent craindre un impact important sur leur vie quotidienne contre 33% des sympathisants de Droite**. Par rapport à une mesure effectuée par Harris Interactive en décembre dernier¹, dans laquelle les Français étaient amenés à imaginer les conséquences d'une telle annonce, simple menace à l'époque, on constate que les chiffres évoluent peu, voire évoluent tendanciellement à la baisse. En effet, à l'époque, 51% anticipaient un impact important, dont même 14% très important. Et les évolutions sont différentes selon la sympathie partisane des enquêtés : en effet, à Gauche ils étaient alors 56% à juger ce potentiel impact important (soit 8 points de moins qu'aujourd'hui), alors qu'à Droite, ils étaient à l'époque 59% à émettre ce jugement (soit 26 points de plus qu'aujourd'hui). Ainsi, il semblerait bien que, le « couperet » étant tombé, les sympathisants de Droite adoptent davantage un réflexe de défense du bilan de Nicolas Sarkozy et de « minimisation » de l'annonce alors qu'en cette période de campagne électorale, les sympathisants de Gauche accentuent leur lecture critique.

Dans le détail, on observe également que les personnes les plus âgées et les moins diplômées appréhendent davantage un impact important que les plus jeunes et plus diplômés.

¹ Enquête Harris Interactive / M6-MSN-RTL pour le site 2012etvous réalisée en ligne du 7 au 9 décembre 2011. Echantillon de 1157 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive.

Si plus d'un quart des Français estime qu'aucun candidat ne peut permettre à la France de surmonter la crise, Nicolas Sarkozy recueille néanmoins davantage d'expressions en sa faveur que François Hollande

Interrogés sur le candidat qui apparaît à leurs yeux comme celui qui permettrait le mieux à la France de surmonter la crise économique et financière, les Français font majoritairement preuve d'un manque de confiance actuel envers les responsables politiques. En effet, 9% ne se prononcent pas et **28% répondent même que selon eux aucun candidat à la prochaine élection présidentielle n'est en mesure de redresser la situation.**

Cependant, on constate ensuite que **c'est l'actuel Président de la République, pourtant jugé en partie responsable de la perte du triple A par 52% des Français, qui recueille le plus de suffrages (21%) devant François Hollande (15%).** Ceci s'explique par le large soutien que Nicolas Sarkozy recueille auprès de ses sympathisants (76% des sympathisants de Droite et 84% des sympathisants UMP) alors que François Hollande convainc moins sur cette dimension au sein de son propre camp (45% des sympathisants de Gauche et 58% des sympathisants du Parti Socialiste). On constate en effet que 23% des sympathisants de Gauche et même 43% des sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts ne citent aucun candidat. Notons que le Président est également davantage cité par les personnes âgées de 65 ans et plus (35%) et les plus diplômés (27%). A l'inverse, ceux qui le jugent en partie responsable de la situation sont plus nombreux à citer François Hollande (25%).

Viennent ensuite Marine Le Pen (10% ; 73% des sympathisants du FN), François Bayrou (8% ; 66% des sympathisants du MoDem), et Jean-Luc Mélenchon (6% ; 75% des sympathisants du Front de Gauche), tandis que Dominique de Villepin, Eva Joly et Nicolas Dupont-Aignan sont désignés chacun par 1% des répondants.

